

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 6-10 novembre 2006

QUESTIONS DIVERSES

Point 15 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2006/15
22 septembre 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUR LE VOYAGE D'ÉTUDE EN INDONÉSIE DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DU PNUD/ FNUAP, DE L'UNICEF ET DU PAM

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).



unicef



**Rapport sur le voyage d'étude en Indonésie des Conseils d'administration
du PNUD/FNUAP, de l'UNICEF et du PAM
8–22 mars 2006**

I. INTRODUCTION

1. Une délégation de 20 membres des conseils d'administration¹ du PNUD, du FNUAP, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Programme alimentaire mondial (PAM) a fait un voyage d'étude en Indonésie du 8 au 22 mars 2006.
2. Le but de ce voyage était d'observer dans quelle mesure et par quels moyens le système des Nations Unies contribue, après une catastrophe humanitaire d'une ampleur sans précédent, à la transition des secours à la reconstruction et au relèvement, en collaboration avec le Gouvernement et des partenaires locaux et internationaux, dans la province indonésienne de Nanggroe Aceh Darussalam. Les participants ont pu étudier comment les organisations multilatérales pouvaient améliorer la coordination de leurs interventions pour accroître les synergies au niveau du pays afin d'atteindre les objectifs définis dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en Indonésie (PNUAD 2006-2010). Ils ont prêté une attention particulière aux aspects pertinents pour la réforme du système des Nations Unies: simplification et harmonisation, système des coordonnateurs résidents et programmation commune, ainsi qu'à la coordination entre les donateurs, tant multilatéraux que bilatéraux, et aux questions d'harmonisation y relatives.
3. La mission s'est déroulée en cinq étapes: a) une étape initiale de deux jours, b) une visite de deux jours dans la province de Nanggroe Aceh Darussalam, c) quatre journées d'étude du programme durant lesquelles les membres des conseils d'administration du PNUD/FNUAP, de l'UNICEF et du PAM ont visité ensemble différents projets relevant d'une ou plusieurs de ces institutions, d) une réunion récapitulative d'une journée, et e) une journée consacrée à la rédaction conjointe du rapport.
4. La délégation tient à remercier le Gouvernement et la population de leur généreuse hospitalité et de leur participation à des échanges de vues francs et approfondis. Elle remercie aussi les représentants et les fonctionnaires du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF et du PAM, ainsi que leurs homologues nationaux, de l'excellente préparation des visites. Enfin, elle remercie particulièrement le Coordonnateur résident du système des Nations Unies en Indonésie.

¹ La délégation était dirigée par M^{me} Norma Taylor-Roberts (Jamaïque); les responsables de groupes pour la visite des projets étaient M. Tesfa Alem Seyoum (Érythrée) et M^{me} Maria Fabiana Loguzzo (Argentine); le rapporteur général était M. Andriy Nikitov (Ukraine) et les rapporteurs de groupe étaient M. Leonidas Nkingiye (Burundi), M. Alexander Titarenko (Fédération de Russie) et M^{me} Ewa Anzorge (Pologne).



II. LA SITUATION DE L'INDONÉSIE

5. L'Indonésie est le plus grand archipel du monde; elle compte environ 17 000 îles, dont 6 000 sont habitées. Elle se trouve à la jonction de deux continents, l'Asie et l'Océanie. Cette position stratégique a une grande influence sur sa vie sociale, politique et culturelle et sur son économie. Elle est le quatrième pays du monde par la population, avec quelque 240 millions d'habitants d'origines ethniques très diverses, dont 45 % de javanais, 14 % de sundanais, 7,5% de madurais et 7,5 % de malais des côtes; elle présente en outre une très grande diversité religieuse et culturelle.
6. L'Indonésie a commencé à s'intégrer dans l'économie mondiale au milieu des années 80. Son taux de croissance est monté à près de 7 % par an en moyenne, rattrapant celui des pays voisins d'Asie. En 1996, le taux de pauvreté était tombé à 11,8 % de la population totale. En 2005, le taux de croissance du PIB réel a atteint 5,3 %, le PIB par habitant 3 700 dollars et le PIB à parité de pouvoir d'achat 900 milliards de dollars. La part de l'industrie dans le PIB est de 40,4 %, celle des services de 44,5 % et celle de l'agriculture de 15,1 %.
7. Les élections législatives et présidentielles de 2004 ont porté au pouvoir un nouveau gouvernement attaché à la réforme de la gouvernance; le plan de développement à moyen terme 2004-2009 a été publié par décret présidentiel; le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) est presque achevé; la violence due à des conflits sociaux est au plus bas depuis 2001; enfin, l'économie a retrouvé un taux de croissance sans précédent depuis la crise asiatique de 1997-1998.

La situation particulière de la province de Nanggroe Aceh Darussalam

8. L'année 2004 restera longtemps gravée dans la mémoire d'Aceh par le séisme et le tsunami qui ont fait au moins 167 000 morts et laissé plus de 500 000 personnes sans-abri dans la région. Les infrastructures côtières ont été ravagées par les vagues qui ont rendu inutilisables quelque 1 800 ponts et détruit 1 585 kilomètres de routes et plus de 2 200 écoles. Le montant total des dégâts est estimé à 4,5 milliards de dollars, ce qui équivaut à 2,2 % du PIB du pays et à 97 % de celui d'Aceh. Les dommages (impact sur la valeur des actifs) sont estimés à 2,9 milliards de dollars et le manque à gagner (impact sur les revenus futurs) est estimé à 1,5 milliard de dollars. Les destructions de logements représentent 32 % du montant total du sinistre (1,5 milliard de dollars), suivies par les dégâts causés aux transports, estimés à 500 millions de dollars (12 %) et à la pêche, estimés à 450 millions de dollars (11 %).
9. Le relèvement et la reconstruction devraient prendre en moyenne trois à cinq ans et jusqu'à 10 ans dans certains endroits. Outre la reconstruction des écoles, des moyens de subsistance et des infrastructures, il a fallu rétablir les institutions communautaires et gouvernementales. Le tsunami a fait de nombreuses victimes parmi les représentants de l'autorité, les fonctionnaires et les enseignants. Il a en outre détruit les registres fonciers et de nombreux autres documents officiels qu'il faudra reconstituer. Malgré toutes ces difficultés, la réponse du système des Nations Unies a été immédiate et vitale.
10. Le 15 août 2005, le Gouvernement indonésien et le Mouvement pour Aceh libre (GAM) ont signé à Helsinki un accord de paix qui a mis fin à 30 ans de conflit dans la région. Jusqu'à présent le calendrier du processus de paix a été respecté, ce qui a été confirmé par plusieurs évaluations gouvernementales et externes.

III. LA PRÉSENCE AU SYSTÈME DES NATIONS UNIES EN INDONÉSIE ET LE PLAN-CADRE DES NATIONS UNIES POUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Le système des Nations Unies en Indonésie

11. Au total, 26 institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies sont représentés en Indonésie*. Leur action est complétée par celle de nombreux organismes des Nations Unies qui exécutent des projets spécifiques**. Il y a enfin le Conseiller spécial auprès du Secrétaire général pour les objectifs du Millénaire pour le développement en Asie et dans le Pacifique et le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la réforme. Le système des Nations Unies emploie dans le pays plus de 400 fonctionnaires internationaux et de 1 700 agents recrutés au niveau national. La majorité de ce personnel se trouve à Aceh. Le montant total des crédits débloqués pour 2005 était de 400 millions de dollars et le montant prévu pour la période 2006-2010 est de 1 milliard de dollars.
12. Le dispositif des Nations Unies est coordonné par le Coordonnateur résident, le Bureau d'appui pour la coordination, l'équipe de pays des Nations Unies, des groupes thématiques (VIH/sida, jeunes), le Bureau du Coordonnateur pour le relèvement (UNORC) pour Aceh et Nias, le Bilan commun de pays et le PNUAD.
13. La délégation a pu constater le dévouement de l'équipe de pays des Nations Unies en Indonésie à l'appui des efforts faits par le Gouvernement pour améliorer les conditions de vie de tous les citoyens et en particulier des groupes exclus et vulnérables.

Le processus du PNUAD

14. Le deuxième PNUAD concernant l'Indonésie, conçu pour aider les autorités et la société à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, a été élaboré en 2005. Il peut être consulté en ligne à l'adresse <http://www.undg.org/rbap/Country_Office/UNDAF/UNDAF-Indonesia_2006_2010.pdf>.
15. La première étape de l'élaboration du PNUAD a été l'établissement d'un bilan commun de pays, en collaboration avec le Gouvernement et des organisations de la société civile.

* Organisation internationale du travail (OIT); Union internationale des télécommunications (UIT); Office de la coordination des affaires humanitaires (OCHA); Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA); PNUD; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); FNUAP; Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR); UNICEF; Centre d'information des Nations Unies; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI); Bureau des services d'appui aux projets (BSP); PAM; Organisation mondiale de la santé (OMS); et Banque mondiale.

** Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA); Fonds international pour le développement agricole (FIDA); Organisation maritime internationale (OMI); Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); Programme des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT); Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM); Office des Nations Unies pour la drogue et le crime (ONUDC); Volontaires des Nations Unies (VNU); et Organisation mondiale du commerce (OMC).



16. Le bilan commun de pays a été établi au moyen d'une approche fondée sur les droits; il a répertorié 25 obstacles majeurs au développement de l'Indonésie. À partir des problèmes mis en lumière par le bilan commun, le premier rapport sur les progrès de la réalisation des objectifs du Millénaire en Indonésie, le DSRP et le plan de développement à moyen terme, le système des Nations Unies et le Gouvernement ont défini les trois domaines de coopération du PNUAD et les résultats escomptés, qui reflètent l'ampleur et l'intensité des programmes menés par le système des Nations Unies en Indonésie:
- a) Promotion du développement humain nécessaire pour la réalisation des objectifs du Millénaire;
 - b) Amélioration de la gouvernance; et
 - c) Protection des groupes vulnérables et réduction de la vulnérabilité.
17. Chacun des résultats escomptés du PNUAD contribuera à la réalisation d'un des objectifs stratégiques du DSRP et d'une des priorités du plan de développement à moyen terme. Depuis le tsunami du 26 décembre 2004, le système des Nations Unies joue un rôle majeur dans les secours humanitaires et les premières activités de relèvement. Ces interventions ont été intégrées dans les trois domaines de coopération du PNUAD mentionnés plus haut. En outre, les Nations Unies se sont engagées à formuler une stratégie pour le relèvement d'Aceh et de Sumatra-Nord sur la période 2006-2010, qui complètera le plan directeur du Gouvernement pour le redressement et la reconstruction des provinces de Nanggroe Aceh Darussalam et de Sumatra-Nord et les activités de l'Agence pour le relèvement et la reconstruction d'Aceh et de Nias (BRR) créée par le Gouvernement en avril 2005.
18. La définition du rôle que doit jouer le système des Nations Unies dans un pays aussi vaste et complexe que l'Indonésie est une tâche ardue. Les membres de la délégation ont constaté que dans un pays où l'aide publique au développement (APD) ne représente que 1 % des recettes publiques et où leur contribution est relativement modique, les institutions des Nations Unies doivent être sélectives et se concentrer sur quelques interventions prioritaires afin de maximiser l'impact de leur action.

L'appui du système des Nations Unies au relèvement et à la reconstruction dans les provinces de Nanggroe Aceh Darussalam et Sumatra-Nord

19. Après la période des secours humanitaires, le système des Nations Unies appuiera directement la mise en œuvre du plan directeur national pour le relèvement et la reconstruction des provinces de Nanggroe Aceh Darussalam et de Sumatra-Nord de manière à faciliter la réalisation des objectifs du Millénaire et à promouvoir l'amélioration de la gouvernance et à réduire la vulnérabilité actuelle et future de la population locale. Son appui à l'élaboration et à l'exécution du plan directeur sera conçu de façon à assurer la participation des communautés au processus de reconstruction, à promouvoir la transparence de l'emploi des ressources nationales et de l'aide des donateurs et à faire en sorte que les organismes nationaux et multilatéraux qui gèrent l'aide (agences de coopération des pays donateurs, institutions de financement internationales et régionales, secteur privé et organisations de la société civile) rendent des comptes.
20. L'appui du système des Nations Unies au relèvement initial d'Aceh a été intégré dans les trois domaines prioritaires du PNUAD. De plus, avec la mise en place de la BRR, le système des Nations Unies peut commencer à formuler une stratégie autonome et plus complète pour la reconstruction des zones touchées par le tsunami durant le cycle du PNUAD 2006-2010.

IV. RELÈVEMENT ET RECONSTRUCTION DES ZONES AFFECTÉES PAR LE TSUNAMI

21. Le tsunami et les séismes du 26 décembre 2004 ont dévasté le littoral de la province de Nanggroe Aceh Darussalam et des îles de Nias et de Simeulue. La catastrophe a mobilisé une aide internationale sans précédent: le montant des dons promis pour la reconstruction de l'Indonésie a atteint 5,9 milliards de dollars. Les dons ont été recueillis et distribués par l'Organisation des Nations Unies et par d'autres organisations internationales, et de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) et agences bilatérales ont joué un rôle important. Le Fonds d'affectation multidonateurs administré par la Banque mondiale et dirigé par le Gouvernement indonésien est le principal mécanisme de coordination et de cofinancement de la reconstruction. L'agent d'exécution est la BRR.
22. Le PAM a été la première organisation internationale à distribuer des vivres aux victimes du tsunami, commençant le 1^{er} janvier 2005 avec les ressources de son fonds de roulement. Cette aide, distribuée à 1,2 million de bénéficiaires en avril 2005, a assuré la survie des victimes de la catastrophe menacées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition.
23. En avril 2005, le Gouvernement indonésien a créé la BRR, agence de coordination responsable de la transparence, du respect des obligations redditionnelles et de la rapidité de la reconstruction et chargée de déterminer les critères de priorité des projets et d'optimisation de l'emploi des fonds. La BRR a 10 bureaux locaux.
24. L'UNORC a été créé en septembre. Il est chargé de coordonner les activités des Nations Unies et la coopération avec la BRR. L'UNORC et la BRR ont signé en novembre 2005 un mémorandum d'accord à cet effet.
25. L'UNORC continue de renforcer sa présence sur le terrain et a ouvert des bureaux locaux à Banda Aceh, Calang, Meulaboh et Nias. Son groupe de gestion de l'information (UNORC IMS) fournit un service essentiel d'information, d'analyse et de suivi au Gouvernement indonésien et aux organisations partenaires.
26. Le plan d'action pour l'hébergement temporaire est une opération conjointe de l'UNORC et de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge visant à accueillir jusqu'à 20 000 sans-abri. Le Gouvernement prévoit de terminer en juin 2006 les travaux nécessaires pour reloger les survivants du tsunami hébergés dans des tentes. Cette initiative associe 21 partenaires d'exécution.
27. L'UNORC fournit un appui logistique avec l'aide du service de transport (WFPSS) du PAM. Ce service reconstruit les ports, s'occupe du transport maritime et coopère avec des organismes qui se chargent des autres modes de transport. Il fait le nécessaire pour que les cargaisons soient livrées à temps et donne à la BRR des conseils logistiques afin d'accélérer l'acheminement des matériaux et équipements nécessaires pour la reconstruction.
28. Les membres de la délégation ont rencontré les responsables de l'équipe de pays et visité divers sites à Banda Aceh et dans les environs pour observer la distribution de l'aide alimentaire, les services de santé, les activités éducatives, les abris, les services de gestion de l'environnement, la remise en état des infrastructures et le rétablissement des moyens de subsistance. Ils ont fait les constats suivants:
 - a) L'équipe de pays des Nations Unies, par l'intermédiaire du Bureau du Coordonnateur des secours (ultérieurement rebaptisé Coordonnateur du relèvement), a mis au point un *mécanisme de coordination interorganisations efficace*, composé de volontaires des différentes organisations qui se réunissent fréquemment pour assurer l'intégration

- et la cohérence des activités du système des Nations Unies. Ce mécanisme est un modèle qui pourrait être appliqué dans d'autres pays. L'incompatibilité des règles de gestion financière et des règlements du personnel des différentes organisations pose encore quelques problèmes;
- b) L'équipe de pays a dit qu'on pourrait optimiser d'autres pratiques en s'inspirant de l'expérience acquise avec les services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, les services d'appui intégrés des Nations Unies et le WFPSS, qui fournissent des services non seulement au système des Nations Unies mais aussi, dans la plupart des cas, au Fonds d'affectation multidonateurs et aux ONG;
 - c) Les activités d'*aide alimentaire* du PAM, qui ont commencé par une distribution généralisée de vivres aussitôt après le tsunami, consistent maintenant en une distribution ciblée, un apport nutritionnel aux mères et aux enfants et une distribution de repas scolaires. Les ONG locales associées assurent le ciblage communautaire et la distribution. Une enquête initiale et une enquête de suivi de la situation nutritionnelle ont montré que les résultats de ces activités paraissent satisfaisants, mais on ne dispose pas de données sur la situation antérieure au tsunami;
 - d) L'UNICEF et plus de 20 ONG ont organisé la distribution d'*eau de boisson* dans les centres d'hébergement temporaire. L'UNICEF a aidé à mettre en service une station de traitement de l'eau et est en train de poser des canalisations pour transporter l'eau jusqu'aux camps. Pour l'heure, la plupart des camps sont approvisionnés par des camions mis à disposition par le système des Nations Unies et par des ONG;
 - e) Le FNUAP et l'UNICEF offrent dans les centres d'hébergement temporaire des services de *santé et d'éducation* dont le niveau semble équivalent à ce qui existait avant le tsunami. Ces services sont considérés comme indispensables pour inciter les habitants à retourner dans leur communauté d'origine dévastée par la catastrophe. Le PAM contribue à améliorer la nutrition des mères et des enfants par l'intermédiaire des dispensaires et des écoles. Il paraît possible d'offrir des services de santé et d'éducation d'une qualité supérieure à ce qui existait avant le tsunami ("reconstruire en mieux");
 - f) De nombreux acteurs offrent des *logements temporaires ou permanents*, HABITAT dirigeant les interventions du système des Nations Unies dans ce domaine. Il s'agit d'une entreprise complexe et difficile, car il faut régler simultanément de nombreuses questions: établissement de titres de propriété et de plans d'occupation des sols, distribution d'eau et assainissement, raccordement aux infrastructures et ciblage des bénéficiaires. Des carences en matière de distribution d'eau et d'assainissement et des vices de construction ont été observés ou signalés. C'est dans ce domaine que les contradictions entre qualité et rapidité sont les plus évidentes;
 - g) Le PNUD, en coopération avec des ONG et le Ministère du commerce et de l'industrie, a fait un excellent travail en ce qui concerne le *rétablissement des moyens de subsistance*. Il a recensé les personnes et groupes qui géraient des microentreprises et des PME avant le tsunami pour leur distribuer au plus vite des subventions de 150 dollars par personne, permettant ainsi le redémarrage d'un grand nombre d'entreprises. Apparemment, les banques commerciales et les banques de développement n'ont pas encore réglé la question de la recapitalisation des PME et des grandes entreprises. Sur une échelle réduite, mais non moins importante, le FNUAP a distribué des subventions à des femmes vivant dans des baraques pour leur permettre d'ouvrir des boutiques et des petites entreprises de production de boissons sans alcool;

- h) Le PNUD a reconstruit les *installations portuaires* dès le début des opérations de secours; certains membres de la délégation se sont demandé s'il était habilités à le faire, mais tous ont reconnu que cette décision était opportune et nécessaire pour l'acheminement des secours. Cela a suscité un débat sur la nécessité d'examiner attentivement l'analyse faite par l'équipe de pays sur le terrain et de lui déléguer les compétences requises;
- i) La délégation a observé un projet mené par le PNUD *pour l'enlèvement et le recyclage des déchets* se trouvant dans les mares à poissons;
- j) Le FNUAP a fait un *recensement après le tsunami*, financé par des contributions de donateurs bilatéraux, dont les résultats sont employés pour la planification des activités de relèvement;
- k) Le FNUAP appuie un projet d'*éducation à la santé en matière de procréation* des adolescents dans le cadre d'une université islamique. En distribuant son appui par l'entremise de structures existantes et dans le cadre d'une alliance avec des institutions religieuses, il peut transmettre un message sur cette question délicate sans susciter de conflit. L'emploi de cette approche a aussi été observé durant la visite d'un projet à Tasikmalaya.

29. Sur la base de ces observations, la délégation a formulé les conclusions et recommandations suivantes:

- a) L'équipe de pays a réussi à améliorer la *coordination interne*, mais la coordination avec les acteurs non gouvernementaux reste insuffisante. Il importe de trouver des moyens d'associer pleinement ces derniers, qui disposent de ressources considérables, aux processus de coordination des secours;
- b) Comme les acteurs non gouvernementaux financent une grande partie de la reconstruction, il est essentiel de déterminer des *normes applicables par tous les intervenants*. Cela vaut particulièrement dans le secteur du logement. La BRR devra prendre l'initiative à cet égard, mais c'est manifestement un domaine dans lequel l'équipe de pays peut faire beaucoup. Il ne faut pas négliger le risque que des vices de construction ternissent la réputation du système des Nations Unies, même si ce n'est pas lui qui exécute les travaux;
- c) Il n'est pas certain que l'instruction de "reconstruire en mieux" soit respectée par tous. Les bénéficiaires et la presse internationale pourraient se montrer trop impatients de voir des résultats. Or l'expérience acquise en d'autres occasions (Kobé, Bam, etc.) a montré qu'il faut des années pour faire un bon travail. Outre le plaidoyer à ce sujet, l'équipe de pays peut jouer un rôle plus visible dans les affaires publiques (par exemple dans ses relations avec la presse) pour faire bien comprendre qu'il faut prendre le temps nécessaire pour reconstruire dans une perspective à long terme;
- d) Il y a des *problèmes de ciblage non résolus*, notamment pour ce qui est du logement gratuit. Cela concerne entre autres les personnes qui ne possédaient pas de terre avant le tsunami. Il est probable que la BRR sera l'organisme compétent en la matière, mais l'équipe de pays peut jouer un rôle consultatif important. Il faudra en outre veiller à ce que les groupes vulnérables vivant dans des zones isolées ou dans des quartiers urbains défavorisés ne soient pas exclus du processus;
- e) Il importe aussi de se préoccuper de *l'équité* de l'effort de secours et de reconstruction. Les dépenses engagées entraîneront-elles une aggravation ou une réduction de l'inégalité des revenus ou seront-elles neutres à cet égard? Les membres de la délégation n'ont évidemment pas pu répondre à cette question, mais ils ont souligné la nécessité de l'analyser;



- f) La coordination interne de l'équipe de pays est satisfaisante, mais les membres de la délégation se sont demandé si les compétences et la répartition des tâches étaient assez clairement définies au niveau systémique. Par exemple, plusieurs institutions des Nations Unies et de nombreuses ONG interviennent dans les domaines du logement, du rétablissement des moyens de subsistance et de la santé. Cela rend plus difficile non seulement la coordination, mais aussi la formulation d'approches uniformes, la réalisation d'économies d'échelle et la mise à profit des enseignements tirés de l'expérience. Ce problème est dû au *modèle de financement par appel de contributions*, dans lequel chaque acteur demande un financement pour son propre programme. Pour une opération de secours et de reconstruction aussi importante et bien délimitée que celle menée à Aceh, il aurait été possible d'employer une approche plus cohérente, avec la création d'un fonds commun.

V. DONNÉES D'EXPÉRIENCE ET OBSERVATIONS RELATIVES AUX ACTIVITÉS DES NATIONS UNIE EN INDONÉSIE

Coordination au sein du système des Nations Unies

30. Le Coordonnateur résident, son adjoint et les représentants des fonds et programmes des Nations Unies ont décrit l'organisation et le mécanisme de coordination de l'équipe de pays. Il n'y a actuellement pas de locaux communs. Les fonctions du coordonnateur humanitaire et celles du coordonnateur résident ont été fusionnées il y a six mois. L'UNORC a été installé à Aceh après le tsunami. Jusqu'à l'été dernier, la réponse au tsunami a représenté une grande partie du travail de l'équipe de pays.
31. Le coordonnateur résident a dit que le bilan commun de pays établi en 2004 par les fonds et programmes des Nations Unies et par le Gouvernement indonésien était un travail de grande qualité fondé sur d'excellentes analyses stratégiques. Dans son prolongement logique et tenant compte du plan de développement à moyen terme, du DSRP et du rapport national sur les progrès de la réalisation des objectifs du Millénaire, le système des Nations Unies a élaboré le deuxième PNUAD (2006-2010), qui définit trois domaines prioritaires. Le PNUAD a été révisé après le tsunami. Les initiatives conjointes de lutte contre le VIH/sida sont une autre des priorités de la coopération entre les institutions des Nations Unies. Les trois bureaux de coordination de projets offrent des services communs. Le coordonnateur résident a évoqué les discussions de l'équipe de pays sur l'avantage comparatif du système des Nations Unies en Indonésie. Le système des Nations Unies est généralement perçu comme un partenaire neutre, capable de s'occuper de problèmes sensibles comme la traite et la violence domestique et de compléter les capacités des pouvoirs publics, y compris dans des domaines tels que l'élaboration d'une stratégie d'emprunt, dont les institutions internationales de financement ne s'occupent pas.
32. Le principal mécanisme de coordination est le groupe consultatif sur l'Indonésie, présidé depuis janvier 2005 par le Gouvernement avec l'aide de la Banque mondiale. Auparavant, ce groupe était dirigé directement par la Banque mondiale.
33. Plusieurs questions ont été soulevées. S'agissant de savoir si le modèle appliqué au Cap-Vert (avec un document de programme unique et des locaux communs) était réaliste pour l'Indonésie, un représentant du FNUAP a dit que ce modèle fonctionnerait mais que cela demanderait un certain temps et un engagement total du siège et du Gouvernement. En outre, ce modèle exigerait une intégration des systèmes comptables et informatiques. En ce qui concerne la collecte et l'emploi des données, le coordonnateur résident a dit que les statistiques indonésiennes étaient d'excellente qualité. Un représentant du FNUAP a rappelé que cela était une des priorités du Gouvernement et a mentionné la coopération avec le Conseil national de planification du développement (BAPPEDA) au sujet du



programme de planification et de prévision démographique à 20 ans. La décentralisation des administrations nationales pourrait compromettre la qualité des statistiques. À propos de la corruption, le coordonnateur résident a dit que la transparence s'était améliorée depuis une dizaine d'années. La lutte contre la corruption fait aujourd'hui l'objet d'un débat au sein des pouvoirs publics et dans la presse. Au sein du système des Nations Unies, le coordonnateur résident a dit que le problème du programme "pétrole contre nourriture" avait entraîné un renforcement du contrôle externe et interne. Pour ce qui est de la programmation conjointe, la coordination a fait des progrès dans les domaines des systèmes informatiques, de la comptabilité et de la répartition des frais généraux.

Interaction avec la société civile

34. En ce qui concerne l'interaction entre l'équipe de pays et la société civile, il convient de souligner que la société civile indonésienne est très diverse et active, en particulier depuis l'adoption de la loi de 1999 sur les ONG. Les organisations de la société civile apprécient beaucoup les fonds et programmes des Nations Unies et sont très désireuses de coopérer avec eux, notamment en tant qu'agents d'exécution. L'expérience ainsi acquise est souvent mise à profit pour d'autres projets. Les membres de la délégation ont constaté que les ONG jouaient un rôle de plus en plus important dans l'amélioration de la situation socioéconomique de la région et des régions voisines. Le représentant des ONG a demandé que les institutions des Nations Unies aident ces organisations à dialoguer avec le Gouvernement.
35. Les représentants de 13 ONG collaborant avec les fonds et programmes des Nations Unies ont brièvement décrit les activités de ces organisations aux membres de la délégation et ont répondu à diverses questions. Les ONG indonésiennes considèrent que le système des Nations Unies peut contribuer à faire mieux comprendre aux autorités nationales la contribution qu'elles apportent. Certaines pensent qu'il devrait faire plus, en particulier dans les domaines du financement et du renforcement des capacités. Les ONG locales auraient besoin d'une formation notamment en matière de comptabilité et de budgétisation.
36. Les membres de la délégation ont demandé comment l'équipe de pays sélectionnait les ONG. Il leur a été répondu que la sélection se fondait sur l'expérience et les compétences des ONG en fonction de la tâche à accomplir. Certaines ONG avaient du mal à fournir des rapports dans les délais prévus. L'équipe de pays a dit que les ONG jouissaient de la confiance de la population. Le représentant du FNUAP a souligné l'importance de la contribution de la société civile à la démocratie et a dit que l'équipe de pays était consciente du fait qu'elle pouvait aider les ONG indonésiennes non seulement à améliorer leur comptabilité mais aussi à former des formateurs pour renforcer leurs capacités.

Interaction avec les donateurs bilatéraux

37. Les membres de la délégation ont rencontré des représentants du Department for International Development (Royaume-Uni), de l'Agency for International Development (États-Unis), de l'Agence australienne pour le développement international (AusAID) et de l'Agence canadienne pour le développement international, ainsi que des agences de coopération pour le développement de l'Autriche, de l'Union européenne, de la Finlande, de l'Allemagne, du Japon, des Pays-Bas, de la République de Corée et de l'Espagne, avec des représentants de l'équipe de pays. Le rôle du système des Nations Unies dans la coordination des activités de relèvement et de reconstruction des donateurs bilatéraux a été rappelé à propos de la création du Fonds d'affectation multidonateurs et de l'UNORC. L'ONU a organisé des réunions de coordination des donateurs pour la lutte contre la grippe aviaire au niveau des ambassadeurs et au niveau technique. Elle participe au groupe consultatif sur l'Indonésie présidé par le Gouvernement indonésien. L'équipe de pays ne



disposait que de ressources de base limitées mais jouissait de la confiance des donateurs bilatéraux, en particulier depuis le tsunami. Ses discussions sur la définition des priorités pour l'emploi des contributions des donateurs bilatéraux avaient représenté un excellent travail de coordination. Un représentant s'est félicité de la qualité du travail de coordination des Nations Unies pour la lutte contre le VIH/sida, sous la forme d'un fonds commun géré par la Commission nationale sur le sida, et à l'appui de la décentralisation. Un autre participant a rappelé à la délégation que les contributions bilatérales représentaient l'essentiel de l'aide internationale en Indonésie et que le Fonds d'affectation multidonateurs offrait une excellente occasion de l'harmoniser. En dehors de la province de Nangroe Aceh Darussalam, toutefois, l'harmonisation est plus difficile car l'APD ne constitue qu'environ 1 % du total de l'aide. Le mieux que pouvait faire le système des Nations Unies pour aider l'Indonésie était sans doute de se concerter avec le Gouvernement en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire (qui devraient être atteints sauf en ce qui concerne le ratio de mortalité maternelle), de contribuer à l'amélioration de la gouvernance, d'essayer d'influencer l'allocation des dépenses budgétaires, de coordonner la lutte contre la grippe aviaire et de combattre la malnutrition. L'aide à l'Indonésie était un cas d'école pour la coordination des donateurs. Le système des Nations Unies joue un rôle important en raison de sa focalisation sur les objectifs du Millénaire, de son approche fondée sur l'équipe de pays, de l'information qu'il fournit sur les questions de gouvernance, de la coordination de la réponse au tsunami et à la grippe aviaire et de son appui au processus de décentralisation. Un représentant a souligné que les Indonésiens avaient un fort sentiment d'appropriation et qu'il importait de respecter les priorités du Gouvernement et d'appuyer sa réponse au tsunami et à la grippe aviaire. Les institutions des Nations Unies (en particulier la FAO et l'OMS) ont été félicitées pour leur encadrement de la réponse à la grippe aviaire et la contribution du secteur privé a été soulignée. La participation à la programmation conjointe a été encouragée dans la mesure où elle était souhaitée par le Gouvernement indonésien. Les représentants de plusieurs donateurs bilatéraux ont dit que les conseils d'administration devraient faire plus d'efforts pour promouvoir la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Visites sur le terrain (voir annexe 2)

A. Visite à Nusa Tenggara Barat, Lombok (Groupe 1)

38. Six membres de la délégation, accompagnés de deux membres des secrétariats du PNUD et du PAM, se sont rendus sur les sites de cinq projets des Nations Unies à Lombok entre le 15 et le 17 mars. Le thème principal était la lutte contre la malnutrition et le rôle joué à cet égard par le PAM et l'UNICEF au moyen de programmes exécutés par les réseaux de soins de santé primaires et d'éducation. Les membres de la délégation ont aussi observé des initiatives du PNUD et de la FAO visant les aspects revenus et accès de la sécurité alimentaire. Ils ont été accompagnés par le Secrétaire de la province tout au long de leur visite.

Malnutrition

39. Malgré les progrès considérables de la lutte contre la pauvreté, il y a encore un sérieux problème de malnutrition en Indonésie; par exemple, 38 % de la population souffrent de retard de croissance et plus de 50 % souffrent d'anémie. Ce problème était très visible sur les sites visités à Lombok, en particulier chez les enfants vivant dans des localités isolées et défavorisées, alors même que la production vivrière de la province est excédentaire et que le revenu par habitant est relativement élevé.



40. La sous-alimentation semble avoir plusieurs causes. En raison de l'émigration des travailleurs et du caractère itinérant de certaines activités, telles que l'extraction de pierre ponce, certains enfants sont négligés et il est difficile de fournir aux populations cibles des soins de santé primaires suivis. Les personnes à bas revenu ne peuvent pas acheter tous les aliments nécessaires et le programme officiel de protection sociale ("Raskin") ne semble pas être assez bien ciblé pour remédier à cette situation. Toutefois, selon tous les agents qui travaillent dans les secteurs de la santé et de la nutrition, le grand problème est l'insuffisance des connaissances nutritionnelles. Malgré la diversité des aliments disponibles, le riz, qui est une des composantes les plus coûteuses de l'alimentation des ménages, occupe une place excessive dans le régime alimentaire. En outre, l'allaitement au sein est trop souvent délaissé et le sevrage pourrait être trop précoce.

Éducation et nutrition

41. Le PAM cherche à remédier à cette situation au moyen de deux programmes: nutrition maternelle et infantile et repas scolaires. Le premier vise les femmes enceintes et allaitantes et les enfants en bas âge par l'intermédiaire du réseau de "posyandu" (dispensaires), observés à Akar-Akar et à Kuta, qui distribuent des nouilles enrichies aux mères et des biscuits enrichis aux enfants; le second distribue des biscuits aux enfants scolarisés (Akar-Akar et Rembitan). L'UNICEF appuie le renforcement du système scolaire par la formation des enseignants et la mise au point de programmes d'enseignement et par la fourniture de compléments de vitamine A aux élèves de Lingsar. Les membres de la délégation ont observé le fonctionnement du Programme spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire à Rembitan, où la FAO cherche à accroître les revenus des paysans en leur distribuant gratuitement des intrants (construction de digues pour la gestion de l'eau, bétail pour les élevages familiaux) et de conseils pour la culture et la commercialisation de leurs produits. Le PNUD a créé un réseau national d'ONG (programme de relèvement communautaire) et les ONG intervenant au niveau du district de Lombok ont décrit leurs activités d'exécution d'un programme de subventions modiques et de plaidoyer.

Observations

42. Les programmes du PAM viennent en aide à quelque 55 000 bénéficiaires. Dans certains cas, le PAM a joué un rôle de pionnier en distribuant des compléments alimentaires et en assurant une éducation nutritionnelle dans quelques-unes des localités les plus isolées d'Akar-Akar (deux ONG partenaires très efficaces ont facilité le ciblage des communautés et la distribution de l'aide). Une supervision renforcée pourrait accroître l'efficacité du programme dans certains endroits (Akar-Akar et Rembitan). Dans quelques écoles visitées par les membres de la délégation et où opèrent l'UNICEF et d'autres organisations, les interventions concernant la nutrition et l'enseignement sont coordonnées.

43. Apparemment, la scolarisation des filles laisse à désirer après les cinq premières années d'école primaire et les femmes sont sous-représentées dans les organes politiques aux niveaux des districts et des provinces. Le système des Nations Unies a appris par son expérience dans d'autres pays qu'il faut remédier à cette inégalité pour assurer un développement durable.

44. Conclusions et recommandations:

- a) *Ciblage*. Il convient que les interventions des Nations Unies s'adressent en priorité aux communautés les plus vulnérables. À cet effet, il faut se concerter avec les autorités des provinces et des districts pour faire une analyse commune et cibler les initiatives.



- b) *Masse critique*. Une fois ciblées, les interventions des organisations des Nations Unies paraissent avoir les meilleures chances de succès là où elles sont coordonnées de manière à fournir un ensemble aussi complet que possible de contributions pour résoudre les problèmes de manière efficace et durable. Sans cela, les ressources des Nations Unies et des communautés locales risquent d'être gaspillées sans produire de résultats durables.
- c) *Plaidoyer*. Les ressources que le système des Nations Unies et la coopération internationale de manière plus générale peuvent déployer sont relativement mineures par rapport au poids de l'économie indonésienne et à l'ampleur de ses problèmes de développement. La nécessité de former des partenariats avec des acteurs locaux et nationaux est évidente. Toutefois, dans ce cadre, le système des Nations Unies ne doit pas se contenter d'être un fournisseur de services. Il doit se concentrer sur les principaux domaines dans lesquels il est possible d'améliorer les politiques et exploiter les enseignements tirés de son expérience internationale pour conseiller de nouvelles approches. L'un de ces domaines pourrait être celui des meilleures pratiques en matière de filets de sécurité alimentaire et d'éducation nutritionnelle.
- d) *Partenariats/appropriation*. Les ONG paraissent compétentes et résolues à contribuer à la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté. Il faut que le Gouvernement démontre sa motivation en accroissant le cofinancement afin d'assurer la pérennité des résultats.

B. Visite à Sulawesi Sud/Makassar (Groupe 2)

- 45. Les 15 et 16 mars 2006, huit membres de la délégation et deux membres des secrétariats du PNUD et de l'UNICEF ont visité les sites de neuf projets des Nations Unies à Makassar, dans le district de Bantaeng et à Jeneponto, dans la province de Sulawesi Sud.
- 46. Le groupe a eu un entretien avec le Gouverneur de Sulawesi-Sud et le Gouverneur adjoint du district de Bantaeng (situé dans l'est de Sulawesi-Sud). Ces deux responsables se sont félicités de l'aide apportée par les fonds et programmes des Nations Unies à la province pour l'exécution de la campagne de délivrance gratuite d'extraits de naissance³ et du programme de repas scolaires, entre autres. Le Gouverneur de Sulawesi-Sud a dit qu'il faudrait faire ce travail dans tous les districts de la province. Le groupe a été invité à donner une conférence de presse impromptue à l'intention de représentants des médias locaux après son entretien avec le Gouverneur. Le chef du groupe a expliqué le but de la visite.

Enfance

- 47. Le groupe a visité le conseil de la protection de l'enfance (LPA) au bureau régional du BAPPEDA. L'UNICEF aide le LPA pour l'accompagnement psychologique des enfants déplacés. Des membres du LPA ont expliqué que leur travail concernait l'organisation d'ateliers provinciaux sur la violence à l'égard des enfants et la préparation de plusieurs stages de sensibilisation des policiers qui s'occupent d'enfants en danger. Ils ont dit que la campagne de délivrance d'extraits de naissance lancée en 2000 avait aidé les enfants déplacés et les enfants qui vivent ou travaillent dans la rue à obtenir un document d'identité et à s'inscrire à l'école.

³ Plus de 5 000 enfants de la province ont bénéficié de cette campagne.

48. Le groupe a visité deux centres d'éducation⁴ qui appliquent la méthode des communautés d'apprentissage pour enfants (CLCC)⁵. Ces centres préparent les enfants à l'école primaire en renforçant leurs capacités d'apprentissage et sensibilisent les mères à l'importance de la nutrition des enfants. L'école maternelle est gérée par une association de femmes appelée Pembinaan Kesejahteraan Keluarga (PKK) et par l'institution responsable (Taman Posyandi). Elle accueille 43 enfants âgés de 2 à 5 ans. Les membres de la délégation ont pu observer quelques-unes des principales caractéristiques du programme de préparation à l'école primaire, telles que la disposition des chaises qui favorise l'intégration, la transparence budgétaire et la culture de jardins. Le programme va couvrir deux districts de plus (au total 40 districts appuyés par l'UNICEF) avec le soutien d'AusAID. Le groupe a été informé que certains districts ont continué d'appliquer la méthode après la fin de l'aide de l'UNICEF.
49. Le groupe a visité la station de radio scolaire Mataram Buana Suara FM, installée en 2004 à Bantaeng pour répondre aux besoins d'information de la communauté en matière d'éducation, de santé et de vie de famille, entre autres sujets. La station de radio, initiative conjointe des autorités locales et de la communauté, diffuse aussi des émissions de télé-enseignement. L'UNICEF fournit des informations à l'intention des communautés qui vivent dans des localités isolées de Bataeng et de Kabupaten Jeneponto.

VIH/sida et drogues

50. Le groupe a participé à une réunion d'élèves de quelque 80 écoles de Makassar qui servent de centres pour la prévention du VIH/sida et de la toxicomanie parmi les jeunes de la province. La réunion s'est tenue au centre de désintoxication géré par l'ONG Yayasan Harapan Permata Hati Kita (Yakita), qui aide les personnes directement affectées par la toxicomanie à se soigner et à améliorer la qualité de leur vie.
51. Le groupe a constaté avec grand intérêt que les jeunes participaient activement à toutes ces activités, qui les informaient au sujet des problèmes du VIH/sida et de la drogue et renforçaient leur autonomie.

Autonomisation des femmes

52. Les membres de la délégation ont visité un groupe communautaire pour l'autonomisation des femmes appelé Wanita Karya Mandiri (WKM), créé en 2001 par un groupe de femmes de Makassar avec l'aide du programme de relèvement communautaire du PNUD et qui élargit aujourd'hui son champ d'activité afin de promouvoir la participation d'hommes à son travail. Ils ont eu des entretiens avec des responsables du groupe et ont visité quelques microentreprises, essentiellement étals de marchés et kiosques, établis grâce à des dons du WKM. Ces dons sont financés par un petit fonds autorenouvelable et employés par les membres du groupe⁶ pour créer des petits commerces ou pour se former. Des femmes du WKM ont dit aux membres de la délégation que ce programme avait amélioré leurs moyens de subsistance et les conditions de vie de leur famille. Il avait aussi amélioré leur approche communautaire et la réponse à leurs problèmes communs. Manifestement, les dons avaient aidé les bénéficiaires à maintenir leur revenu à un niveau supérieur à 1 dollar par jour.

⁴ Une école maternelle et l'école primaire SD Kaili.

⁵ Le Ministère de l'éducation nationale a mis au point cette méthode en 1999 avec l'aide de l'UNESCO et de l'UNICEF.

⁶ Le nombre de membres n'a cessé de croître, passant de 20 en 2001 à plus de 200 en 2005.



Programme de repas scolaires

53. Les membres de la délégation ont observé la distribution de biscuits PAM produits en Indonésie qui contiennent environ 50 % de l'apport quotidien en minéraux et vitamines aux élèves de l'école islamique publique Ibtidaiyah Negeri à Banta (Bantaeng). Le PAM a commencé à distribuer ces biscuits dans le cadre de son programme nutritionnel en avril 2005. Le groupe a constaté que certains élèves souffraient encore d'insuffisance pondérale et que des élèves de sixième année paraissaient 4 ou 5 ans de moins que leur âge. Interrogés sur le nombre de leurs repas en dehors de la distribution scolaire, la plupart des élèves ont dit qu'ils mangeaient deux fois par jour, voire trois, mais certains une seule fois. Les élèves chantaient une chanson sur les bienfaits des biscuits et faisaient une prière collective avant de les manger. Les enseignants profitent de la distribution des biscuits pour donner des leçons de nutrition. Le groupe a vu des affiches illustrant les différents types de produits alimentaires et la physiologie de la digestion.

Iodation du sel

54. Les membres de la délégation ont visité une petite fabrique où ils ont pu observer un processus manuel simple d'iodation. Il s'agit d'un projet pilote exécuté par l'UNICEF en collaboration avec le Ministère du commerce et de l'industrie pour accroître les capacités des producteurs locaux de sel iodé. L'UNICEF coopère avec l'office provincial de la santé et des ONG locales pour promouvoir et suivre la distribution et la consommation de sel iodé. Ce projet contribue beaucoup à réduire la carence en iode.

55. Le groupe a aussi visité un centre de perfectionnement des ouvriers des salines qui vise à améliorer la qualité de la production locale de sel.

56. Conclusions et recommandations:

- a) Il y a une solide collaboration entre tous les acteurs – organisations, fonds et programmes des Nations Unies, organisations de la société civile et pouvoirs publics. Outre l'impact positif direct sur les communautés locales, le renforcement des capacités des ONG est un des principaux résultats escomptés des projets exécutés par les organisations, fonds et programmes des Nations Unies sur les sites visités. Il est encore possible d'améliorer leur coopération avec les autorités, particulièrement en traduisant les activités de terrain en conseils sur la formulation et l'application des politiques.
- b) L'intensité de la participation et de la mobilisation des communautés témoigne de la pertinence des projets pour la subsistance et le bien-être de la population locale. Le ciblage des enfants, des mères et des jeunes est essentiel pour l'amélioration générale des moyens d'existence et il est recommandé de poursuivre dans cette voie.
- c) L'efficacité à long terme des projets visités dépend de leur poursuite lorsque les institutions des Nations Unies concernées arrêteront leur intervention. Les autorités des zones visitées espèrent recevoir une aide pour gérer cette transition.

C. Visite à Java-Ouest/Tasikmalaya (Groupe 3)

57. Six membres de la délégation ont visité le district de Tasikmalaya dans la province de Java-Ouest. Ils ont rencontré le Bupati (chef de district) et son adjoint et ont visité quatre projets du FNUAP.

58. Le district a besoin d'une aide pour réduire les taux de mortalité infantile et maternelle. Son administration a coopéré avec le FNUAP pendant le sixième programme de pays et le Bupati s'est dit satisfait de cette coopération. Pour le cycle de coopération en cours, le FNUAP et l'administration du district ont défini sept domaines de coopération prioritaires:



violence à l'égard des femmes, santé des adolescents en matière de procréation, santé de base en matière de procréation, bases de données au niveau du district, plaidoyer, intégration de l'amélioration de la situation de la femme et prévention du VIH/sida. Les projets visités par le groupe portaient sur ces domaines. L'administration du district a démontré son engagement par sa contribution aux projets du FNUAP, représentant 80 % du financement alors que l'objectif était fixé à 10 %, malgré les limites des ressources du district mentionnées par le Bupati.

Violence à l'égard des femmes

59. Le groupe a visité le refuge pour femmes géré par l'ONG Puan Amal Hayati dans le pensionnat islamique de Cipasung. À la demande de cette ONG, le FNUAP a joué un rôle clef dans la recherche de partenaires pour le projet (Ministère de la condition de la femme, chefs religieux, ONG, écoles, autorités locales et communauté locale) et dans le lancement de la coopération. Le centre fournit aux femmes victimes de violences des conseils, des informations, un accompagnement psychologique, un refuge et une aide juridique. Le projet englobe un large éventail d'activités, telles que campagne pour l'égalité des sexes et les droits de l'homme, plaidoyer pour une éducation respectueuse de la femme dans les écoles islamiques et permanence téléphonique. Il est mené en coopération avec la police locale, les tribunaux, les hôpitaux, des avocats et psychologues, les autorités locales et de nombreux bénévoles de la communauté.

Santé des adolescents en matière de procréation

60. Le groupe a visité un centre de jeunes qui s'emploie à transmettre aux adolescents des connaissances et une initiation à la vie active en matière de procréation, de maladies sexuellement transmissibles et de VIH/sida par divers moyens: information, débats et éducation mutuelle. Il offre des conseils et des soins médicaux dans les domaines de la santé en matière de procréation, des maladies sexuellement transmissibles et du VIH/sida, des services de prévention et de prise en charge pour les jeunes exposés au VIH/sida et une permanence téléphonique.

61. Le projet concernant la santé de base en matière de procréation du sous-district de Ciawi intègre dans les dispensaires (puskesmas) divers services, tels que suivi maternel et prévention et traitement des maladies sexuellement transmissibles et du VIH/sida. Il vise en particulier les adolescents.

Prévention de la mortalité maternelle et infantile

62. Le projet "Suami Siaga" (Mari averti) vise à réduire la mortalité maternelle en distribuant des subventions modiques à la communauté locale pour permettre le transport de femmes risquant un accouchement difficile jusqu'à un hôpital, sur des civières ou par voiture. Dans le cadre du projet, la communauté a formé un mouvement pour l'aide aux mères. Cela a sensibilisé les habitants et en particulier les maris qui auparavant n'étaient guère conscients des risques. Une fois la subvention épuisée, la communauté a persévéré sans aide extérieure, en créant son propre fonds pour les femmes enceintes.

63. *Conclusions et recommandations:*

- a) Sur tous les sites visités, les membres de la délégation ont pu s'entretenir avec les responsables des projets, des représentants des autorités locales, des bénéficiaires et des membres de la communauté locale.

- b) Tous les projets associaient diverses parties prenantes: ensemble de la communauté, en particulier les jeunes, autorités locales et ONG. En outre, ils répondaient aux besoins de la communauté. Sur chaque site, les membres de la délégation ont rencontré de nombreux bénéficiaires qui ont confirmé l'utilité et la nécessité des activités liées aux projets.
- c) Les membres de la délégation ont été impressionnés par le nombre de femmes associées à la gestion et à l'exécution des projets et par le travail fait pour promouvoir l'égalité et l'autonomie des femmes, notamment en les aidant à trouver une activité rémunératrice.
- d) L'engagement des communautés et des autorités locales témoigne d'une forte appropriation.
- e) Les projets comportent des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation par la vulgarisation et la création de réseaux.
- f) Les autorités centrales et locales jugeaient la contribution du FNUAP importante pour la réalisation des objectifs de développement du pays.
- g) Les projets visités étaient des projets pilotes qui, en cas de succès, pourront être reproduits par le FNUAP ou par d'autres organisations. D'ailleurs, l'ONG Puan Amal Hayati, qui gère le centre d'accueil de femmes victimes de violences, est en train d'élargir le projet de prévention de la violence à l'égard des femmes et d'aide aux victimes à sept autres écoles islamiques.
- h) Le FNUAP est encouragé à continuer de prendre des initiatives en lançant des projets pilotes. Il pourrait envisager d'agir sur une plus grande échelle en partenariat avec les pouvoirs publics, d'autres institutions des Nations Unies, des ONG et des donateurs. Il doit veiller à assurer la pérennité des projets.
- i) Les ONG et la société civile ont besoin d'aide pour la collecte de fonds et pour le plaidoyer auprès des autorités centrales et locales en ce qui concerne la nécessité de préserver et d'accroître le financement des activités en matière de population.

Questions intersectorielles

64. Outre les questions de l'égalité des sexes et de la participation des jeunes et des femmes, la délégation a considéré qu'il y avait plusieurs questions intersectorielles liées aux activités des Nations Unies en Indonésie:

VIH/sida

65. Le 17 mars 2006, la délégation a examiné la question du VIH/sida avec l'équipe commune des Nations Unies sur le sida, la Commission nationale sur le sida et des représentants des donateurs bilatéraux et de la société civile et ont visité deux projets à Djakarta.
66. L'Indonésie est un pays à faible prévalence, mais le nombre de cas est en augmentation. On estime que 90 000 à 130 000 personnes vivent avec le VIH/sida. Il y a dans certaines provinces des populations comptant plus de 5 % de porteurs du virus, si bien que l'Indonésie devrait plutôt être considérée comme un pays à "épidémie concentrée". La plupart des personnes contaminées sont des utilisateurs de drogues par intraveineuse, sauf à Papua, où le VIH s'est propagé dans l'ensemble de la population, ce qui appelle une autre stratégie de prévention.

67. Un programme d'action commun des Nations Unies a été mis au point et lancé en 2003 avec la participation de 10 organisations du système, du Gouvernement et de nombreuses ONG. Le montant des contributions recueillies a atteint 5,6 millions de dollars en trois ans. L'assistance bilatérale est plus importante et est déjà rodée depuis plusieurs années. De nouveaux donateurs commencent à contribuer au Fonds du partenariat indonésien pour la lutte contre le VIH/sida qui est géré par le PNUD. Le secrétariat d'ONUSIDA assure la coordination technique entre le système des Nations Unies et les agences bilatérales.
68. La Commission nationale sur le sida, composée de représentants de 11 ministères, a été créée pour formuler les politiques et coordonner les activités sectorielles. Avec la décentralisation, de nombreuses compétences ont été transférées aux provinces et aux districts. L'établissement de commissions locales sur le VIH/sida relève des autorités locales. La Commission nationale sur le sida entend promouvoir l'adoption de règlements locaux.
69. Les activités officielles sont axées sur la prévention; interventions ciblées (promotion de l'emploi de préservatifs, prévention de la transmission par injection entre toxicomanes, prévention de la transmission mère-enfant, etc.); prise en charge, appui et traitement; suivi et évaluation; et renforcement des capacités.
70. La Commission nationale sur le sida est financée à 70 % par des donateurs. Une aide internationale est disponible pour des activités au niveau local. Il faut que le Gouvernement intensifie son engagement en allouant plus de ressources à la Commission nationale sur le sida et au financement de ses activités.
71. Les activités des abris Kios Atma Jaya sont axées sur la limitation des dommages: aide aux utilisateurs de drogues par intraveineuse, accompagnement psychologique et dépistage facultatifs, services médicaux, aiguillage vers des centres de désintoxication et distribution d'aiguilles et seringues propres et de méthadone. Ce travail est difficile parce que les toxicomanes ne sont pas très intéressés par les services offerts et que les assistants qui fournissent des aiguilles peuvent être arrêtés pour leur possession, la consommation de drogues étant illégale en Indonésie. Le dépistage a montré que 70 % des utilisateurs de drogues par intraveineuse sont séropositifs. Cela confirme la nécessité de développer ce genre de services et d'ouvrir d'autres centres situés plus près des lieux de rassemblement des toxicomanes pour faciliter leur fréquentation.

Grippe aviaire

72. Les membres de la délégation ont pris note de l'importance de ce problème, 22 décès ayant été enregistrés dans la population (l'Indonésie est le pays le plus touché après le Viet Nam). Selon le Gouverneur de Sulawesi-Sud, 2 millions de poulets ont été abattus et la situation serait maîtrisée. S'il y a de nouveaux cas, les oiseaux suspects seront abattus.
73. La plupart des personnes contaminées avaient été en contact direct avec des volailles malades ou exposées à des environnements dans lesquels il y avait eu des cas récents de décès d'oiseaux. Les investigations menées en Indonésie ne donnent aucun indice de transmission humaine directe du virus H5N1. Vu ce qui a été observé dans d'autres pays d'Asie affectés, il est probable que l'on détectera d'autres cas humains en Indonésie. Les autorités ont déclaré que la grippe aviaire était la plus grave menace actuelle pour la santé publique en Indonésie. L'Indonésie a besoin d'une assistance technique et d'une aide pour le renforcement des capacités dans les domaines des analyses de laboratoire, des traitements et médicaments et de la sensibilisation de la population.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

74. L'Indonésie s'est fermement approprié le PNUAD depuis le début. Le PNUAD tient compte du bilan commun de pays et du DSRP. La délégation a constaté qu'il était bien accepté au niveau du pays.
75. Il y a une bonne coordination entre les organisations, fonds et programmes, mais elle n'est pas toujours à la hauteur des efforts faits à cet égard.
76. La délégation a constaté que la programmation conjointe était un outil très important, surtout à l'étape de la mise en œuvre.
77. L'UNORC est un dispositif sans précédent et son responsable fait un excellent travail. Il conviendrait d'étudier la question des ressources allouées et des compétences déléguées à cet organisme.
78. Il convient de définir des priorités en matière d'intervention humanitaire et de prêter plus d'attention au niveau de l'engagement en réponse aux crises humanitaires.
79. Selon certains participants, la coordination et la collaboration entre les organisations des Nations Unies et les autorités locales étaient insuffisantes. À cet égard, les membres de la délégation se sont surtout intéressés aux questions pertinentes pour la réforme des Nations Unies (telles que la simplification et l'harmonisation et le système des coordonnateurs résidents) et à la coordination et à l'harmonisation entre les donateurs.
80. Il convient que les organisations des Nations Unies fixent des normes applicables à tous les projets lancés à leur initiative.
81. Les organismes de secours et de relèvement devraient fournir aux membres des communautés, en particulier les femmes, des formations en vue de la création d'entreprises et accorder de petites subventions à ceux qui présentent des projets réalistes. Cette contribution à la création d'activités rémunératrices peut être intégrée dans le programme de relèvement et de redressement durable.
82. Il convient que les institutions humanitaires des Nations Unies renforcent leur collaboration et leur coopération et cherchent à réduire le coût des opérations humanitaires.
83. Pour la préparation des prochaines visites conjointes sur le terrain, il a été recommandé de compléter le descriptif de mission par une liste détaillée de questions à examiner sur place.

Annexe 1

Liste des participants au voyage d'étude conjoint de membres des Conseils d'administration du PNUD/FNUAP, de l'UNICEF et du PAM en Indonésie (6-22 mars 2006)

Groupe régional/pays	Nom et titre	Organisation représentée
Afrique		
Algérie	M. Djihed-Eddine Belkas, Conseiller, Mission permanente	FNUAP
Burundi	M. Leonidas Nkingiye, Premier Conseiller, Mission permanente	UNICEF
Érythrée	M. Tesfa Alem Seyoum, Conseiller, Représentant permanent adjoint	PNUD
Niger	M. Adam Maiga Zakariaou, Conseiller, Ambassade à Rome	PAM
Asie et Pacifique		
Chine	M. Chen Changbing, Troisième Secrétaire, Représentation permanente auprès des institutions des Nations Unies	PAM
Kazakhstan	M. Barlybay Sadykov, Conseiller, Mission permanente	FNUAP
Myanmar	M. Aung Lynn, Conseiller, Mission permanente	UNICEF
Pakistan	Mme Farhat Ayesha, Troisième Secrétaire, Mission permanente	PNUD
Europe orientale		
Pologne	Mme Ewa Anzorge, Premier Secrétaire, Mission permanente	FNUAP
Fédération de Russie	M. Alexander Titarenko, Conseiller, Ambassade à Rome	PAM
Serbie-et-Monténégro	M. Slobodan Nenadovic, Ministre Conseiller, Mission permanente	UNICEF
Ukraine	M. Andriy Nikitov, Conseiller, Mission permanente	PNUD
Amérique latine et Caraïbes		
Argentine	Mme Maria Fabiana Loguzzo, Conseiller, Mission permanente	UNICEF
Colombie	M. Francisco Jose Coy Granados, Ministre Conseiller, Ambassade à Rome	PAM
Équateur	Mme Marisol Nieto, Premier Secrétaire, Mission permanente	PNUD
Jamaïque	Mme Norma Taylor-Roberts, Ministre, Représentant permanent adjoint	FNUAP
Europe occidentale et autres		
Australie	M. Nader Mirfakhrai, Directeur du groupe Nations Unies, AusAID	UNICEF
Canada	M. James Melanson, Conseiller, Ambassade à Rome	PAM
Norvège	Mme Elisabeth Droyer, Premier Secrétaire, Mission permanente	FNUAP
Suisse	M. Ralph Friedländer, Directeur du programme PNUD, PAM, Pacte mondial, ONUDI, SDC	PNUD

La délégation a été accompagnée par:

- Mme Rekha Thapa, Secrétaire du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP;
- M. Kwabena Osei-Danquah, Chef du groupe du Conseil d'administration et des relations extérieures du FNUAP;
- M. Ndolamb Ngokwey, Secrétaire du Conseil d'administration de l'UNICEF;
- Mme Claudia Von Roehl, Secrétaire du Conseil d'administration du PAM;
- Mme Marcela Romero, Assistante du Conseil d'administration, secrétariat du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP.



Annexe 2

Liste des visites de projet par groupes

15-17 mars 2006

Groupe 1: sites du PAM

Participants: Francisco Coy Granados (PAM), Leonidas Nkingiye (UNICEF), Barlybay Sadykov (FNUAP), Andriy Nikitov (PNUD), Tesfa Seyoum (PNUD), James Melanson (PAM), Claudia Von Roehl (Conseil d'administration du PAM), Rekha Thapa (Conseil d'administration du PNUD/FNUAP)

Lieu: Nusa Tenggara Barat, Lombok

Durée: 2 jours

Projets: repas scolaires et dispensaire villageois du programme nutritionnel du PAM, dispensaire PAM/UNICEF, école aidée par l'UNICEF et projet d'agriculture organique du PNUD

Date	Heure	Activités
Mercredi		
15 mars 2006	15 heures-16 heures	Réunion avec le gouvernement de la province
	16 heures-19 heures	Village de Senaru, sous-district de Bayan
Jedi		
16 mars 2006	7 h 45-8 heures	Visite du SDN 5 à Akar-Akar (Dasan Glumpang)
	8 heures-9 heures	Visite du Posyandu à Akar-Akar (Dasan Glumpang)
		Réunion avec les autorités locales du district de Lombok-Ouest
	14 h 30-15 h 30	Réunion avec les autorités locales du district de Lombok-Centre
	16 h 30-17 heures	Visite du site des bénéficiaires dans le sous-district de Pujut
Vendredi		
17 mars 2006	8 heures-9 h 30	Visite des bénéficiaires du village de Rembitan
	15 heures-17 h 10	Départ pour Djakarta

Groupe 2: sites de l'UNICEF

Participants: Ralph Friedlander (PNUD), Zakariaou Adam Maiga (PAM), Alexander Titarenko (PAM), Nader Mirfakhrai (UNICEF), Slobodan Nenadovic (UNICEF), Marisol Nieto (PNUD), Norma Taylor-Roberts (FNUAP), Aung Lynn (UNICEF), Ndolamb Ngokwey (Conseil d'administration de l'UNICEF), Marcela Romero (Conseil d'administration du PNUD/FNUAP)

Lieu: Sulawesi-Sud/Makassar

Durée: 2 jours

Projets: Protection de l'enfance, communautés d'apprentissage pour enfants; nutrition; VIH/sida

Date	Heure	Activités
Mercredi		
15 mars 2006	12 h 15-12 h 45	Visite de courtoisie au Gouverneur de Sulawesi-Sud
	13 h 10-13 h 40	Réunion avec le Conseil de la protection de l'enfance (LPA)
	13 h 40-14 h 10	Visite du Bureau de la BAPPEDA
	14 h 25-15 heures	Concours de connaissances et d'exposés sur le VIH/sida (Yasin – ONG)
	15 h 15-15 h 45	Réunion avec le Wanita Karya Mandiri
	16 heures-17 heures	Réunion avec le Yakita au SMK 8 (VIH/sida)
Jedi		
16 mars 2006	9 h 25-10 heures	Visite de courtoisie au Vice-Bupati de Bantaeng
	10 h 05-10 h 45	Visite du TPY d'Anggrek, Desa Lumpangang
	10 h 50-11 h 30	Visite de Radio MBS (Radio scolaire)
	11 h 40-12 h 30	Visite du SD de Kaili (Programme de communautés d'apprentissage pour enfants)
	13 h 30-14 heures	Visite de centres de production de sel iodé à Jeneponto
	15 h 30-16 heures	Visite de l'école islamique Ibtidaiyah Negri à Banta Bantaeng

Groupe 3: sites du FNUAP

Participants: Chen Changbing (PAM), Maria Fabiana Loguzzo (UNICEF), Ewa Anzorge (FNUAP), Elisabeth Droyer (FNUAP), Farhat Ayesha (PNUD), Djihed-Eddine Belkas (FNUAP), Kwabena Osei-Danquah (FNUAP/IERD)

Lieu: Java-Ouest

Durée: 1,5 jour

Projets: VIH/sida; petites subventions pour la lutte contre la mortalité maternelle; santé en matière de procréation

Date	Heure	Activités
Jedi		
16 mars 2006	Midi-13 heures	Déjeuner avec le Bupati et le Vice-Bupati de Tasikmalaya
	13 heures-14 h 30	Réunion avec le Bupati et d'autres parties prenantes du district pour examiner l'aide du FNUAP à Tasikmalaya
	15 heures-16 heures	Visite du pensionnat islamique Puan Amal Hayati à Cipasung pour parler du programme et observer le centre de prévention de la violence à l'égard des femmes et de prise en charge des victimes
	16 h 30-17 h 30	Visite du centre de jeunes (IPPA) pour observer les activités de protection de la santé des adolescents en matière de procréation et de lutte contre le VIH/sida
Vendredi		
17 mars 2006	8 heures-9 heures	Visite du centre de santé publique (Puskesmas) de Tasikmalaya pour observer les activités concernant la santé de base en matière de procréation
	9 h 30-11 heures	Visite d'un village bénéficiaire des activités "Suami SIAGA/mari averti" (petites subventions) pour discuter desdites activités avec les chefs de la communauté locale